

droit international et non pas du droit écrit. S'il y a des raisons de croire qu'il y a eu violation du droit international dans ce cas, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est disposé à en discuter avec le gouvernement des États-Unis.

* * *

LA POLLUTION

LE PROJET D'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN POUR L'ASSAINISSEMENT DES GRANDS LACS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts mais en son absence je l'adresserai au premier ministre. Étant donné l'inquiétude que suscite la pollution, le Parlement aura-t-il l'occasion de débattre la proposition relative à un éventuel accord entre le Canada et les États-Unis pour l'assainissement de la partie inférieure des Grands lacs?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois qu'une réunion est prévue pour le 10 du mois en cours, à laquelle assistera un ministre canadien. A son retour, je m'entretiendrai avec lui de l'opportunité de faire une déclaration à la Chambre.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Puis-je demander au premier ministre s'il a regardé par la fenêtre de sa chambre depuis son retour et s'il a remarqué la masse impressionnante de pollution dans l'Outaouais...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Hees: ...comme exemple du fait que le gouvernement ne fait rien d'un bout à l'autre du pays pour résoudre le problème de la pollution.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je suis persuadé que le député a vu la lumière et qu'il reconnaîtra qu'il est en dehors de la question.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LA FERMETURE DU BUREAU D'OTTAWA

[Français]

M. Albert Bécharde (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable ministre des Transports mais, en son absence, je la poserai à son secrétaire parlementaire. Vu la proximité de nos pupitres, j'ose espérer que ma question sera transmise au ministre très rapidement.

L'honorable ministre des Transports a-t-il l'intention d'insister auprès des autorités du Canadien National pour qu'elles mettent fin aux tracasseries perpétuelles qu'elles infligent à la population, en abandonnant leur intention de fermer le bureau du 70, rue Sparks, qui rend des services indispensables au public?

M. l'Orateur: L'honorable député a posé sa question. Il fait une suggestion ou une instance à son collègue, et il est évident que celui-ci a pris note des représentations de l'honorable député.

LA CONSOMMATION

L'AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

[Traduction]

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations à propos du rapport qu'il a déposé aujourd'hui émanant de la Commission des prix et des revenus. Selon ce rapport, l'Imperial Oil, la Shell Canada, la Texaco et la Sun Oil auraient augmenté leurs prix au point que les revenus dépassent de beaucoup les coûts de revient; de plus, les commissaires auraient rencontré les représentants de ces compagnies en vue de les convaincre d'apporter un remède à la situation, mais comme ils n'ont pas réussi dans leurs démarches, ils ont signalé l'affaire au ministre. Dans ce cas, puis-je demander au ministre quelle initiative il compte prendre puisque ces compagnies pétrolières s'entendent pour faire des profits excessifs?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Comme l'indique le rapport, les montants en cause étaient généralement infimes comparativement aux recettes totales. Néanmoins, je regrette que les sociétés aient semblé s'opposer à toute mesure compensatrice, avec le résultat que nous sommes à examiner un certain nombre d'options qui découlent du rapport et qui seront naturellement annoncées au moment opportun.

M. Saltsman: Le ministre peut-il dire si l'un des aspects qu'il examine est le rapport du gouvernement de l'Alberta présenté au ministre en 1969 et qui recommandait que le gouvernement intervienne afin de restaurer la liberté d'entreprise des exploitants de postes d'essence? Songe-t-il à appliquer la recommandation de l'Alberta?

L'hon. M. Basford: J'ai dit que j'examine ce rapport ainsi qu'un rapport semblable de la Colombie-Britannique et un autre de la Nouvelle-Écosse dans la perspective d'une révision de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

LA HAUSSE DES PRIX DE L'ACIER ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme la Dofasco estime que sa dernière majoration augmentera de \$10.50 le coût de l'acier dans une automobile, de 62 cents pour un réfrigérateur et de 64 cents pour une cuisinière, le ministre a-t-il demandé à la Commission des prix et des revenus de faire enquête sur cette majoration inflationniste, ou nous dirait-il quel plan d'action il compte suivre?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Notre plan d'action sera la première possibilité envisagée par l'honorable représentante.

LA HAUSSE DU TARIF DE TRAVERSÉE N.-É.-T.-N. ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, peut-être ma question a-t-elle un rapport plus direct.